

No : 500-06-000513-107

UNION DES CONSOMMATEURS

Demanderesse/Représentante

-et-

MICHAEL SILAS

Personne désignée

c.

AIR CANADA

Défenderesse

AVIS AUX MEMBRES
(Texte intégral)

1. **PRENEZ AVIS** que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 7 mars 2014 par jugement des honorables juges Yves-Marie Morissette, Clément Gascon et Dominique Bélanger de la Cour d'appel du Québec pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe décrit ci-après, à savoir :

« Tout consommateur au sens de la *Loi sur la protection du consommateur*, résidant au Québec au moment de l'achat, ayant acheté un titre de transport aérien d'Air Canada, entre le 30 juin 2010 et le 8 février 2012, par l'intermédiaire de son site internet et ayant payé un prix supérieur à celui qu'Air Canada annonce sur son site internet (à la première étape), exclusion faite de la TPS, de la TVQ et des droits exigibles en vertu d'un loi fédérale ou provinciale lorsque, en vertu de cette loi, ces droits doivent être perçus directement du consommateur pour être remis à une autorité publique, de même que des frais optionnels, et ce, peu importe que le transport aérien ait été effectué

par Air Canada, Jazz, Rapidair, un transporteur aérien membre de Star Alliance ou par un autre transporteur aérien avec ou sans partage de codes, notamment :

- Continental Airlines
- United
- U.S. Airways
- Lufthansa
- Austrian
- Brussels Airlines
- Egyptair
- Scandinavian Airlines
- Swiss
- Lot Polish Airlines
- Singapore Airlines
- Thai
- Les autres transporteurs membres de Star Alliance
- British Midland International
- British Airways

(ci-après : le « *Groupe* »)

2. Le juge en chef a décrété que le recours collectif autorisé par ce jugement devra être exercé dans le district de Montréal.

3. L'adresse de la Demanderesse/Représentante **Union des consommateurs** est :

6226, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2S 2M2

L'adresse de la Défenderesse **Air Canada** est :

7373, boulevard Côte Vertu Ouest
Ville Saint-Laurent (Québec) H4S 1Z3

4. Le statut de représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à :

Union des consommateurs

6226, rue Saint-Hubert
Montréal, (Québec) H2S 2M2

5. Les principales questions de fait et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes :
1. Air Canada est-elle soumise à la *Loi sur la protection du consommateur (L.P.C.)* du Québec (L.R.Q., c. P-40.1)?
 2. Air Canada contrevient-elle à l'article 224 c) de la *L.P.C.*?
 3. Dans l'affirmative, les membres du groupe ont-ils le droit de réclamer d'Air Canada le paiement des montants suivants ?
 - a) Le remboursement des sommes (à l'exclusion de la TPS, de la TVQ et des droits exigibles en vertu d'une loi fédérale ou provinciale lorsque, en vertu de cette loi, ces droits doivent être perçus directement du consommateur pour être remis à une autorité publique, de même que des frais optionnels [...] que les membres ont déboursés pour l'obtention de leur titre de transport et qui n'étaient pas comprises dans le prix annoncé?
 - b) Le paiement d'une somme de 100 \$, à titre de dommages punitifs.
 - c) Les intérêts et l'indemnité additionnelle prévus par le *Code civil du Québec* sur les montants susdits, à compter de la signification de la requête pour autorisation.
6. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

ACCUEILLIR l'action en recours collectif d'Union des consommateurs et des membres du groupe contre Air Canada;

CONDAMNER Air Canada à payer à Michael Silas et à chacun des membres du groupe les sommes qu'ils ont déboursées pour l'obtention de leurs titres de transport aérien et qui n'étaient pas comprises dans le prix annoncé [à l'exclusion de la taxe de vente du Québec (la « TVQ »), de la taxe sur les produits et services

du Canada (la « TPS »), des droits qu'Air Canada est tenue de percevoir directement des consommateurs en vertu d'une loi fédérale ou provinciale pour en faire la remise à une autorité publique et du prix des options];

ORDONNER que la condamnation qui précède fasse l'objet d'un recouvrement collectif;

CONDAMNER Air Canada à payer à Michael Silas et à chacun des membres du groupe une somme de 100,00 \$, quitte à parfaire, à titre de dommages-intérêts punitifs et ORDONNER que cette condamnation fasse l'objet d'un recouvrement collectif;

CONDAMNER AIR CANADA à payer à Michael Silas la somme de 192,88 \$ se détaillant comme suit :

• Remboursement des « Taxes, frais et suppléments » :	92,88 \$
• Dommages-intérêts punitifs :	<u>100,00 \$</u>
TOTAL :	192,88 \$

CONDAMNER AIR CANADA aux intérêts et à l'indemnité additionnelle prévus par le *Code civil du Québec* sur la totalité des montants susdits et ORDONNER que cette condamnation fasse l'objet d'un recouvrement collectif;

RENDRE tout autre ordonnance que le Tribunal pourra déterminer et qui serait dans l'intérêt des membres du groupe;

LE TOUT avec dépens, y compris les frais d'avis, les frais de gestion des réclamations et, s'il en est, les frais d'experts y compris les frais d'experts requis pour établir le montant des ordonnances de recouvrement collectif.

7. Le recours collectif à être exercé par le représentant pour le compte des membres du groupe consistera en une action en remboursement de frais imposés illégalement et en dommages-intérêts punitifs.
8. Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif.

9. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure, sauf permission spéciale, a été fixée au **1^{er} juin 2015**
10. Un membre, qui n'a pas déjà formé une demande personnelle, peut s'exclure du groupe en avisant le Greffier de la Cour supérieure, du district de Montréal par courrier recommandé avant l'expiration du délai d'exclusion.
11. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe, s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.
12. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif.
13. Un membre peut faire recevoir par le tribunal son intervention, si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande de l'Intimée. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si le tribunal le considère nécessaire.

Montréal, le **3 mars 2015**

***LES PROCUREURS DE LA DEMANDERESSE/REPRÉSENTANTE
UNION DES CONSOMMATEURS ET DE LA « PERSONNE
DÉSIGNÉE » MICHAEL SILAS***

Me François Lebeau
UNTERBERG, LABELLE, LEBEAU AVOCATS
1980, rue Sherbrooke Ouest - Bureau 700
Montréal (Québec) H3H 1E8

Télécopieur : (514) 937-6547
Courriel : contact@ullnet.com

LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ APPROUVÉE PAR LE TRIBUNAL

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL

(CLASS ACTION)
SUPERIOR COURT

No : 500-06-000513-107

UNION DES CONSOMMATEURS

Plaintiff/Representative

-and-

MICHAEL SILAS

Designated person

c.

AIR CANADA

Defendant

**NOTICE TO MEMBERS
(Complete Text)**

1. **TAKE NOTICE** that on March 7, 2014 a class action was authorized by judgment of the Honorable Judges Yves-Marie Morissette, Clement Gascon and Dominique Belanger of the Quebec Court of Appeal on behalf of all physical persons forming part of the group hereinafter described:

“Every consumer, pursuant to the terms of the Consumer Protection Act, residing in Quebec at the time of the purchase, having purchased an airplane ticket from Air Canada between June 30, 2010 and February 8, 2012 via Air Canada’s website and who paid a price higher than the price advertised by Air Canada on its website (at the first step), excluding GST, QST, amounts due pursuant to federal or provincial law requiring amounts to be collected from a consumer and remitted to a public authority, as well as optional costs, the whole regardless of whether the air transportation was carried out by Air Canada, Jazz, Rapidair

an air carrier member of Star Alliance or any other air carrier, with or without code sharing, notably:

- Continental Airlines
- United
- U.S. Airways
- Lufthansa
- Austrian
- Brussels Airlines
- Egyptair
- Scandinavian Airlines
- Swiss
- Lot Polish Airlines
- Singapore Airlines
- Thai
- All other air carriers members of Star Alliance
- British Midland International
- British Airways

hereinafter referred to as the "**Class**".

2. The chief Justice has declared that the class action authorized by this judgment shall be exercised in the district of Montreal.

3. The address of the Plaintiff/Representative **Union des consommateurs** is:

6226, Saint-Hubert Street
Montreal (Quebec) H2S 2M2

The address of the Defendant **Air Canada** is:

7373, boulevard Côte Vertu West
Ville Saint-Laurent (Quebec) H4S 1Z3

4. The Status of Representative for this class action has been granted to:

Union des consommateurs
6226, Saint-Hubert street
Montreal (Quebec) H2S 2M2

5. The principal questions of fact and law to be treated with collectively are the following:
1. Is Air Canada subject to the Consumer Protection Act (*C.P.A.*) of Quebec (R.S.Q., c. P-40.1)?
 2. Did Air Canada contravene section 224 c) of the *C.P.A.*?
 3. In the affirmative, do the members of the Class have the right to claim payment of the following amounts from Air Canada?
 - a) Reimbursement of amounts (excluding GST, QST, amounts due pursuant to federal or provincial law requiring amounts to be collected from a consumer and remitted to a public authority, as well as optional costs [...]) which the members paid to obtain their airline ticket and which were not included in the advertised price?
 - b) Payment of an amount of \$100 as punitive damages.
 - c) Interest and the additional indemnity provided for by the *Civil Code of Quebec* for the above amounts, from the date of service of the motion to authorize a class action.
6. The conclusions sought in relation to these questions are the following:

GRANT the Union des Consommateur's and the Class members' class action against Air Canada;

CONDEMN Air Canada to pay to Michael Silas and to every member of the Class the amounts paid by them to obtain their airline tickets and which were not included in the advertised price (to the exclusion of Quebec sales tax (QST), Canada goods and services tax (GST), amounts Air Canada is required to collect directly from consumers pursuant to federal or provincial law for remittance to a public authority, as well as optional costs;

ORDER that the foregoing condemnation be subject to collective recovery;

CONDEMN Air Canada to pay to Michael Silas and to every member of the Class \$100, *à parfaire*, as punitive damages and ORDER the collective recovery of this condemnation;

CONDEMN Air Canada to pay to Michael Silas the amount of \$192.88, itemized as follows:

• Reimbursement of "Taxes, fees and supplementary charges":	\$92.88
• Punitive Damages:	\$100

	--
Total	\$192.88

CONDEMN Air Canada to pay interest and the additional indemnity provided for in the *Civil Code of Quebec* on all of the above amounts and ORDER the collective recovery of this condemnation;

RENDER any other order that the Court may determine and which would be in the interest of the members of the Class;

THE WHOLE with costs, including the cost of notices, the cost of management of claims and the costs of experts, if any, including the costs of experts required to establish the amount of the collective recovery orders.

7. The class action to be exercised by the representative for the benefit of the members of the Class will be an action for the reimbursement of fees illegally imposed and for punitive damages.
8. Any member of the Class who has not requested his or her exclusion in the manner set out below will be bound by the judgment to be rendered in the class action.
9. The date after which a member may no longer be excluded without special permission has been fixed as **June 1st, 2015**.
10. A member who has not as yet brought a personal action may be excluded from the Class by advising the Clerk of the Superior Court of the district of Montreal by registered mail before the expiry of the delay for exclusion.
11. Any member of the Class who has brought an action which the final judgment in the class action would decide is deemed to be excluded from the Class if he or she does not discontinue the said action before the expiry of the delay for exclusion.
12. A member of the Class other than a Representative or an Intervenor cannot be condemned to pay the costs of the class action.

13. The Court may permit a member to intervene if it considers such intervention useful to the Group. An intervening member is bound to submit to an examination on discovery at the request of the Respondent. A member who does not intervene in the class action may not be required to submit to an examination on discovery unless the Court considers it necessary.

Montreal, **March 17, 2015**

**THE ATTORNEYS FOR THE PLAINTIFF/REPRESENTATIVE
UNION DES CONSOMMATEURS AND THE "DESIGNATED
PERSON" MICHAEL SILAS**

Me François Lebeau
UNTERBERG, LABELLE, LEBEAU AVOCATS
1980 Sherbrooke Street West, Suite 700
Montreal (Quebec) H3H 1E8

Fax: 514 937 6547
E-mail: contact@ullnet.com

THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN APPROVED BY THE COURT